



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE NUKU-HIVA**

Séance du 11 août 2025

DÉLIBÉRATION N° 2025.044

OBJET : Décision modificative n°1 du Budget principal 2025

L'an **deux mille vingt-cinq**, le **11 août**, le conseil municipal de la Commune de Nuku-Hiva, régulièrement convoqué le **29 juillet 2025** conformément à l'article L.2121-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni en séance ordinaire à la salle de réunion de la Mairie de Taiohae, sous la présidence de Monsieur le Maire, Benoît KAUTAI.

DATE CONVOCATION :

29 juillet 2025

DATE D’AFFICHAGE :

29 juillet 2025

DATE DE LA SÉANCE :

11 août 2025

HEURE DE LA SÉANCE :

13 heures 30

En exercice :	23
Présents :	15
Procurations :	3
Votants :	18

SECRÉTAIRE DE SÉANCE :

M. Max PETERANO

PRÉSENTS

M. Benoît KAUTAI
Mme Jeanne Marie KAUTAI
M. Casimir TAMARII
M. Max PETERANO
Mme Victorine CIANTAR
M. Gordon FALCHETTO
Mme Françoise Tuiouoho AH-SCHA
Mme Nateriria PIRIOTUA
Mme Laïza DEANE
M. Alexandre TAATA
Mme Taemani TEIKITEKAHIOHO
M. Jean-Pascal TEIKIHAA
Mme Juliana VAIAANUI
M. Wenceslas FALCHETTO
Mme Tetapuheitini Dolly TAUPOTINI

POUVOIR(S)

Mme Mathilde TAUPOTINI donne pouvoir à Mme Victorine CIANTAR
M. Aldo TAATA donne pouvoir à M. Benoît KAUTAI
M. Nicolas HAITI donne pouvoir à M. Max PETERANO

ABSENT(S) EXCUSÉ(S)

M. James TEKOHUOTETUA
M. Jean-Claude TATA
Mme Griselda TEIKIKAINE
M. Pierre CANCIAN
Mme Taniouoho OTTO

Formant la majorité des membres en exercice,

Envoyé en préfecture via DOTELEC - Dematis

Reçu en préfecture le : 14 août 2025

ID : 987-200013381-20250811-D022025044I0-DE

VU :

- ✎ La loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée, portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- ✎ La loi n°2004-193 du 27 février 2004, complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- ✎ Le code général des collectivités territoriales applicable aux communes de Polynésie française, tel qu'institué par l'ordonnance n°2007-1434 du 5 octobre 2007, modifiée par la loi n°2007-1720 du 20 décembre 2007 et par la loi n°2007-1787 du 20 décembre 2007, et notamment de ses dispositions codifiées aux articles L.1611-1 et suivants.
- ✎ Le décret n°72-407 du 17 mai 1972 portant sur la création des communes dans le Territoire de la Polynésie française ;
- ✎ L'instruction comptable relative à la comptabilité budgétaire M4 ;
- ✎ La délibération n° 2024.069 du 6 décembre 2024 portant tarification de la restauration scolaire communale de NUKU HIVA ;
- ✎ La délibération n° 2025.018 du 22 mars 2025 approuvant le budget principal, exercice 2025 ;
- ✎ La délibération N° 2025.025 du 8 avril 2025 portant report d'application de la tarification de la restauration scolaire communale de NUKU HIVA au 1^{er} août 2025 ;

Exposé des motifs :

Le budget principal de l'année 2025 a été voté au mois de mars. Il est rappelé que désormais, le budget est voté par chapitre et non plus par opération, comme c'était encore le cas il y a deux ou trois ans.

Cela veut dire que l'analyse se fait au niveau du chapitre. Les montants inscrits en dépenses et en recettes sont donc indicatifs. Cette première décision modificative permet ainsi de compléter, ajuster ou réduire certains crédits ouverts, en fonction des besoins réels de la commune, des opérations en cours ou des nouveaux projets à lancer.

Depuis l'adoption du budget, plusieurs changements sont intervenus.

La commune a reçu des subventions importantes du Pays et de l'État, notamment pour :

- L'acquisition d'une excavatrice sur chenille en caoutchouc ;
- L'acquisition d'une vedette de secours en mer
- L'Équipement pour la cantine scolaire

D'autres projets doivent aussi démarrer rapidement notamment « la rénovation du marché municipal ». Cette opération implique de reloger temporairement les actuels occupants, à savoir les maraîchers. Pour cela, il est prévu l'acquisition d'un chapiteau de 300 m², ce qui nécessite la création d'une nouvelle ligne budgétaire pour permettre la mise en œuvre effective de ces deux projets.

Par ailleurs, dans la section de fonctionnement, une correction est nécessaire. La délibération fixant les nouveaux tarifs de la restauration scolaire, initialement prévue pour une application au 1^{er} janvier 2025, a été reportée au 1^{er} août 2025. Or, les comptes qui enregistrent les recettes perçues au titre de la restauration scolaire, avaient été estimés sur la base des nouveaux tarifs. Ce décalage entraîne donc une surestimation des recettes attendues sur les premiers mois de l'année.

Afin de respecter le principe de sincérité budgétaire, il est donc nécessaire d'ajuster à la baisse ces prévisions, pour les aligner sur la réalité des encaissements attendus.

Cette première décision modificative vous est donc soumise pour permettre à la commune d'intégrer ces éléments nouveaux et de poursuivre ses projets dans un cadre budgétaire adapté et sincère.

OUI l'exposé du Maire

LE CONSEIL MUNICIPAL
Après en avoir délibéré

ADOPTÉ À L'UNANIMITÉ

RÉSULTAT DU VOTE :	POUR 18	CONTRE 0	ABSTENTION 0
--------------------	------------	-------------	-----------------

ARTICLE 1 : La décision modificative n°1 du budget principal de l'exercice 2025 est approuvée, telle que présentée ci-après :

SECTION D'INVESTISSEMENT :

➤	Total des ouvertures de crédits en dépenses	=	78 724 788 F CFP
➤	Total des réductions de crédits en dépenses	=	12 039 418 F CFP
➤	Total des ouvertures de crédits en recettes =	66 685 370 F CFP	
➤	Équilibre global de la décision modificative	=	0 F CFP

SECTION DE FONCTIONNEMENT :

➤	Total des réductions de crédits en dépenses	=	7 637 500 F CFP
➤	Total des réductions de crédits en recettes =	7 637 500 F CFP	
➤	Équilibre globale de la décision modificative	=	0 F CFP

ARTICLE 2 : Les crédits ainsi ouverts ou réduits sont répartis conformément à l'état annexé à la présente délibération.

ARTICLE 3 : Conformément aux dispositions du code de justice administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de la Polynésie française dans un délai de trois (3) mois à compter de sa publication ou notification ainsi que sa transmission au représentant de l'État, selon le cas.

Ce recours peut également être exercé par voie dématérialisée via l'application Télérérecours citoyens, accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr.

ARTICLE 4 : Le Maire ou son représentant ainsi que la Responsable de la Trésorerie des Archipels sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération qui sera enregistrée, affichée, notifiée et communiquée partout où besoin sera.

Fait et délibéré les jours, mois et ans susdits.
Pour extrait conforme au registre des délibérations.

Acte rendu exécutoire après transmission au
Représentant de l'État via le portail @CTES :

Le :

et publication sur le site internet de la
CODIM :

Du :

Le Maire,
Benoit KAUTAI



12/08/2025	DM Fonctionnement	1 / 3
------------	--------------------------	-------

Code	Libellé	Crédits ouverts avant DM	Prop.	DM	Crédits votés après DM
FONCTIONNEMENT					
DEPENSES		- 736 863 612	7 637 500	7 637 500	- 729 226 112
Ch. 011	Charges à caractère général	172 439 679			172 439 679
Art. 60612	Energie - Electricité	17 000 000			17 000 000
Art. 60621	Combustibles	900 000			900 000
Art. 60622	Carburants	11 585 500			11 585 500
Art. 60623	Alimentation	45 000 000			45 000 000
Art. 60624	Produits de traitement	500 000			500 000
Art. 60628	Autres fournitures non stockées	20 429 179			20 429 179
Art. 60631	Fournitures d'entretien	1 500 000			1 500 000
Art. 60632	Fournitures de petit équipement	1 700 000			1 700 000
Art. 60636	Vêtements de travail	5 500 000			5 500 000
Art. 6064	Fournitures administratives	3 000 000			3 000 000
Art. 6067	Fournitures scolaires	6 500 000			6 500 000
Art. 611	Contrats de prestations de services avec des entreprises	7 500 000			7 500 000
Art. 6135	Locations mobilières	1 700 000			1 700 000
Art. 61551	Matériel roulant	1 500 000			1 500 000
Art. 61558	Autres biens mobiliers	1 500 000			1 500 000
Art. 6156	Maintenance	11 000 000			11 000 000
Art. 6161	---Multirisques	7 200 000			7 200 000
Art. 6182	Documentation générale et technique	500 000			500 000
Art. 6184	Versements à des organismes de formation	1 500 000			1 500 000
Art. 6225	Indemnités au comptable et aux régisseurs	600 000			600 000
Art. 6226	Honoraires	1 500 000			1 500 000
Art. 6227	Frais d'actes et de contentieux	1 000 000			1 000 000
Art. 6231	Annonces et insertions	150 000			150 000
Art. 6232	Fêtes et cérémonies	300 000			300 000
Art. 6236	Catalogues et imprimés	600 000			600 000
Art. 6237	Publications	500 000			500 000
Art. 6238	Divers	5 000 000			5 000 000
Art. 6241	Transports de biens	4 000 000			4 000 000
Art. 6251	Voyages et déplacements	2 500 000			2 500 000
Art. 6256	Missions	4 000 000			4 000 000
Art. 6261	Frais d'affranchissement	350 000			350 000
Art. 6262	Frais de télécommunications	5 000 000			5 000 000
Art. 627	Services bancaires et assimilés	25 000			25 000
Art. 6281	Concours divers (cotisations...)	300 000			300 000
Art. 6288	Autres services extérieurs	500 000			500 000
Art. 6353	Impôts indirects	50 000			50 000
Art. 6354	Droits d'enregistrement et de timbre	50 000			50 000
Ch. 012	Charges de personnel et frais assimilés	386 170 036	- 7 637 500	- 7 637 500	378 532 536

Envoyé en préfecture via DOTELEC - Demais

Reçu en préfecture le : 14 août 2025

ID : 987-200013381-20250811-D02202504410-DE

12/08/2025	DM Fonctionnement	2 / 3
------------	--------------------------	-------

Code	Libellé	Crédits ouverts avant DM	Prop.	DM	Crédits votés après DM
Art. 6216	Personnel affecté par le GFP de rattachement	1 200 000			1 200 000
Art. 6218	Autre personnel extérieur	15 000 000			15 000 000
Art. 6336	Cotisations au centre national et aux centres de gestion de la fonctio	6 441 398			6 441 398
Art. 64111	Rémunération principale	239 663 496	- 2 637 500	- 2 637 500	237 025 996
Art. 64131	Rémunérations	28 728 088			28 728 088
Art. 6451	Cotisations à la caisse de prévoyance sociale	93 937 054	- 5 000 000	- 5 000 000	88 937 054
Art. 6475	Médecine du travail, pharmacie	1 200 000			1 200 000
Ch. 014	Atténuations de produits	300 000			300 000
Art. 73918	Reversements, restitutions et prélèvements divers	300 000			300 000
Ch. 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	21 939 066			21 939 066
Art. 6811	Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corp	21 939 066			21 939 066
Ch. 65	Autres charges de gestion courante	70 221 146			70 221 146
Art. 6531	Indemnités	19 000 000			19 000 000
Art. 6532	Frais de mission	6 000 000			6 000 000
Art. 6533	Cotisations de retraite	1 000 000			1 000 000
Art. 6554	Contributions aux organismes de regroupement	6 398 158			6 398 158
Art. 6558	Autres contributions obligatoires	17 829 988			17 829 988
Art. 657358	Autres groupements	3 993 000			3 993 000
Art. 6574	Subventions de fonctionnement aux associations et autres organismes	16 000 000			16 000 000
Ch. 66	Charges financières	8 175			8 175
Art. 66111	Intérêts réglés à l'échéance	8 175			8 175
Ch. 67	Charges exceptionnelles	80 785 510			80 785 510
Art. 6712	Amendes fiscales et pénales	50 000			50 000
Art. 673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	300 000			300 000
Art. 67441	Aux budgets annexes et aux régies dotées de la seule autonomie fin	80 435 510			80 435 510
Ch. 68	Dotations aux provisions (semi-budgétaires)	5 000 000			5 000 000
Art. 6817	Dotations aux provisions pour dépréciation des actifs circulants	5 000 000			5 000 000

12/08/2025	DM Fonctionnement	3 / 3
------------	--------------------------	-------

Code	Libellé	Crédits ouverts avant DM	Prop.	DM	Crédits votés après DM
RECETTES		736 863 612	- 7 637 500	- 7 637 500	729 226 112
Ch. 002	Résultat d'exploitation reporté	65 242 529			65 242 529
Art. 002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	65 242 529			65 242 529
Ch. 013	Atténuations de charges	5 000 000			5 000 000
Art. 6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	5 000 000			5 000 000
Ch. 042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	15 457 622			15 457 622
Art. 777	Quote-part des subventions d'investissement transférées au compte d	15 457 622			15 457 622
Ch. 70	Produits des services, du domaine et ventes divers	113 800 000	- 7 637 500	- 7 637 500	106 162 500
Art. 70322	Droits de stationnement et de location sur le domaine public portuaire	250 000			250 000
Art. 70388	Autres redevances et recettes diverses	50 000			50 000
Art. 7066	Redevances et droits des services à caractère social	6 500 000	- 1 137 500	- 1 137 500	5 362 500
Art. 7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	37 000 000	- 6 500 000	- 6 500 000	30 500 000
Art. 70688	Autres prestations de services	100 000			100 000
Art. 7083	Locations diverses (autres qu'immuebles)	10 000 000			10 000 000
Art. 70841	Aux budgets annexes, régies municipales, CCAS et caisse des écoles	54 000 000			54 000 000
Art. 70846	Au GFP de rattachement	2 500 000			2 500 000
Art. 70872	Par les budgets annexes et les régies municipales	1 900 000			1 900 000
Art. 70878	Par d'autres redevables	1 500 000			1 500 000
Ch. 73	Impôts et taxes	14 000 000			14 000 000
Art. 7351	Taxe sur l'électricité	1 500 000			1 500 000
Art. 7362	Taxes de séjour	3 500 000			3 500 000
Art. 7381	Centimes additionnels sur impositions territoriales	9 000 000			9 000 000
Ch. 74	Dotations et participations	503 363 461			503 363 461
Art. 7411	Dotation forfaitaire	104 741 772			104 741 772
Art. 74128	Dotation d'aménagement	57 910 500			57 910 500
Art. 742	Dotations aux élus locaux	401 193			401 193
Art. 7485	Dotation pour les titres sécurisés	1 073 986			1 073 986
Art. 748811	Dotation non affectée de fonctionnement	339 236 010			339 236 010
Ch. 75	Autres produits de gestion courante	20 000 000			20 000 000
Art. 752	Revenus des immeubles	20 000 000			20 000 000

12/08/2025	DM Investissement	1 / 3
------------	--------------------------	-------

Code	Libellé	Crédits ouverts avant DM	Prop.	DM	Crédits votés après DM
DEPENSES		- 119 385 447	- 66 685 370	- 66 685 370	- 186 070 817
INVESTISSEMENT		119 385 447	66 685 370	66 685 370	186 070 817
Ch. 001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	7 586 384			7 586 384
Art. 001	SOLDE D'EXECUTION DE LA SECITON D'INVEST	7 586 384			7 586 384
Op. OPFI	Opération financière	7 586 384			7 586 384
Ch. 040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	15 457 622			15 457 622
Art. 13911	Etat et établissements nationaux	4 480 365			4 480 365
Op. OPFI	Opération financière	4 480 365			4 480 365
Art. 13912	Territoire	8 476 184			8 476 184
Op. OPFI	Opération financière	8 476 184			8 476 184
Art. 13937	FIP - dotation affectée	2 501 073			2 501 073
Op. OPFI	Opération financière	2 501 073			2 501 073
Ch. 16	Emprunts et dettes assimilées	2 065 839			2 065 839
Art. 16422	Agence française de développement	1 865 839			1 865 839
Op. OPFI	Opération financière	1 865 839			1 865 839
Art. 165	Dépôts et cautionnements reçus	200 000			200 000
Op. OPFI	Opération financière	200 000			200 000
Ch. 20	Immobilisations incorporelles	16 300 000	- 1 204 781	- 1 204 781	15 095 219
Art. 2031	Frais d'études	8 300 000	- 1 454 781	- 1 454 781	6 845 219
Op. 202501	REACTUALISATION PCS	2 700 000			2 700 000
Op. 202505	BETONNAGE ROUTE TAUKUA	2 100 000	- 1 154 781	- 1 154 781	945 219
Op. 202507	ASSAINISSEMENT VAINAHO ET RECONSTRUCTION SANITAIRE	1 500 000	- 1 500 000	- 1 500 000	
Op. 202508	RENOVATION MARCHE MUNICIPAL	1 000 000			1 000 000
Op. 202509	DOMAINE COMMUNAL	1 000 000			1 000 000
Op. 202510	FONCIER LAGARDE		1 200 000	1 200 000	1 200 000
Art. 2033	Frais d'insertion		250 000	250 000	250 000
Op. 202503	EXCAVATRICE S/ CHENILLE EN CAOUTCHOUC		50 000	50 000	50 000
Op. 202504	VEDETTE SECOURS EN MER		100 000	100 000	100 000
Op. 202508	RENOVATION MARCHE MUNICIPAL		100 000	100 000	100 000
Art. 2051	---Concessions et droits similaires	8 000 000			8 000 000
Op. OPNI	Opération non individualisée	1 000 000			1 000 000
Op. 202401	SOLUTIONS NUMERIQUES NEUVES	7 000 000			7 000 000
Ch. 21	Immobilisations corporelles	38 390 965	63 281 784	63 281 784	101 672 749
Art. 2111	Terrains nus	8 000 000	- 3 000 000	- 3 000 000	5 000 000
Op. 202502	CIMETIERE AAKAPA	8 000 000	- 3 000 000	- 3 000 000	5 000 000
Art. 2135	Installations générales, agencements, aménagements des construction	500 000			500 000
Op. OPNI	Opération non individualisée	500 000			500 000
Art. 21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	500 000			500 000
Op. OPNI	Opération non individualisée	500 000			500 000
Art. 2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	500 000			500 000
Op. OPNI	Opération non individualisée	500 000			500 000

Envoyé en préfecture via DOTELEC - Dematis

Reçu en préfecture le : 14 août 2025

ID : 987-200013381-20250811-D02202504410-DE

12/08/2025	DM Investissement	2 / 3
------------	--------------------------	-------

Code	Libellé	Crédits ouverts avant DM	Prop.	DM	Crédits votés après DM
Art. 2182	Matériel de transport	16 690 965	63 781 784	63 781 784	80 472 749
Op. 202503	EXCAVATRICE S/ CHENILLE EN CAOUTCHOUC	5 184 635	17 756 465	17 756 465	22 941 100
Op. 202504	VEDETTE SECOURS EN MER	11 506 330	46 025 319	46 025 319	57 531 649
Art. 2183	Matériel de bureau et matériel informatique	3 700 000			3 700 000
Op. OPNI	Opération non individualisée	3 700 000			3 700 000
Art. 2184	Mobilier	2 000 000	- 1 000 000	- 1 000 000	1 000 000
Op. OPNI	Opération non individualisée	2 000 000	- 1 000 000	- 1 000 000	1 000 000
Art. 2188	Autres immobilisations corporelles	6 500 000	3 500 000	3 500 000	10 000 000
Op. OPNI	Opération non individualisée	1 000 000			1 000 000
Op. 202403	RENOUVELLEMENT EQUIPEMENT CUISINE	3 500 000	3 500 000	3 500 000	7 000 000
Op. 202506	CHENIL CHIEN	2 000 000			2 000 000
Ch. 23	Immobilisations en cours	39 584 637	4 608 367	4 608 367	44 193 004
Art. 2313	Constructions	36 384 637	4 608 367	4 608 367	40 993 004
Op. 202507	ASSAINISSEMENT VAINAHO ET RECONSTRUCTION SANITAIRE	5 384 637	- 5 384 637	- 5 384 637	
Op. 202508	RENOVATION MARCHE MUNICIPAL	31 000 000			31 000 000
Op. 202511	CHAPITEAU 300 METRE CARRE		9 993 004	9 993 004	9 993 004
Art. 238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corpor	3 200 000			3 200 000
Op. OPFI	Opération financière	3 200 000			3 200 000

Envoyé en préfecture via DOTELEC - Dematis

Reçu en préfecture le : 14 août 2025

ID : 987-200013381-20250811-D02202504410-DE

12/08/2025	DM Investissement	3 / 3
------------	--------------------------	-------

Code	Libellé	Crédits ouverts avant DM	Prop.	DM	Crédits votés après DM
RECETTES		89 755 449	66 685 370	66 685 370	156 440 819
INVESTISSEMENT		89 755 449	66 685 370	66 685 370	156 440 819
Ch. 040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	21 939 066			21 939 066
Art. 28031	frais d'études	497 200			497 200
Op. OPFI	Opération financière	497 200			497 200
Art. 28041641	---Etb. IC - Biens mobiliers, matériel et études	895 866			895 866
Op. OPFI	Opération financière	895 866			895 866
Art. 28128	Autres agencements et aménagements de terrains	4 193 416			4 193 416
Op. OPFI	Opération financière	4 193 416			4 193 416
Art. 281311	Hôtel de ville	1 770 044			1 770 044
Op. OPFI	Opération financière	1 770 044			1 770 044
Art. 281316	Equipements du cimetière	546 370			546 370
Op. OPFI	Opération financière	546 370			546 370
Art. 281318	Autres bâtiments publics	2 054 262			2 054 262
Op. OPFI	Opération financière	2 054 262			2 054 262
Art. 28182	Matériel de transport	11 981 908			11 981 908
Op. OPFI	Opération financière	11 981 908			11 981 908
Ch. 10	Immobilisations corporelles	64 616 383			64 616 383
Art. 10221	Fonds intercommunal de péréquation - dotation non affectée d'investis	64 616 383			64 616 383
Op. OPFI	Opération financière	64 616 383			64 616 383
Ch. 13	Subventions d'investissement		66 685 370	66 685 370	66 685 370
Art. 1311	Etat et établissements nationaux		5 689 500	5 689 500	5 689 500
Op. 202503	EXCAVATRICE S/ CHENILLE EN CAOUTCHOUC		5 689 500	5 689 500	5 689 500
Art. 1312	Territoire		28 730 045	28 730 045	28 730 045
Op. 202503	EXCAVATRICE S/ CHENILLE EN CAOUTCHOUC		11 470 550	11 470 550	11 470 550
Op. 202504	VEDETTE SECOURS EN MER		17 259 495	17 259 495	17 259 495
Art. 1337	FIP - dotation affectée		28 765 825	28 765 825	28 765 825
Op. 202504	VEDETTE SECOURS EN MER		28 765 825	28 765 825	28 765 825
Art. 1347	FIP - dotation affectée		3 500 000	3 500 000	3 500 000
Op. 202403	RENOUVELLEMENT EQUIPEMENT CUISINE		3 500 000	3 500 000	3 500 000
Ch. 23	Immobilisations en cours	3 200 000			3 200 000
Art. 238	Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations corpor	3 200 000			3 200 000
Op. OPFI	Opération financière	3 200 000			3 200 000

Envoyé en préfecture via DOTELEC - Dematis
Reçu en préfecture le : 14 août 2025
ID : 987-200013381-20250811-D02202504410-DE